



Le patrimoine en constante relecture.
© Stanislas Rück

Par Stanislas Rück,
Conservateur du Canton de Fribourg,
Président de la Conférence suisse des conservatrices
et des conservateurs des monuments,
stanislas.rueck@fr.ch

Monuments historiques ou hystériques

Qui dans sa pratique au quotidien n'a pas déjà été confronté à la boutade « monuments hystériques », désignant du même nom le service en charge de la protection du patrimoine. Une boutade révélatrice d'un certain agacement ou d'une incompréhension face à une attitude perçue comme de l'acharnement au point que l'on veut la discréditer en l'associant à des pathologies psychiatriques ou à la folie tout court. Mais que faisons-nous pour déclencher de telles émotions ?

Le patrimoine perçu comme entrave au développement.
© Stanislas Rück

Un regard en arrière démontre que la perception du patrimoine et de son rôle évolue en permanence. Durant l'antiquité, l'entretien et l'embellissement des lieux de culte étaient considérés comme un devoir sacré et un signe de qualité du pouvoir en place. Des négligences étaient perçues comme étant annonciatrices de son déclin. Tour à tour la Renaissance et le Romantisme découvrent les ruines comme lieux de référence et de racines idéelles dans un monde en profondes transformations. Avec Notre-Dame de Paris, Victor Hugo signe à la fois une œuvre de résistance et un cri d'alarme dans une ville en pleine mutation, une démarche qui trouve son pendant au siècle suivant dans les mouvements populaires pour sauver le quartier du Marais, événement fondateur et année zéro de nombreux actes législatifs et services du patrimoine. Au début du 20^{ème} siècle les états-nations se sont appropriés leurs monuments en les transcendant pour se forger une identité tout en pilonnant ceux des autres pour marquer une quelconque supériorité. Vers



Le patrimoine
comme porteur
d'émotions.
© Stanislas Rück



Le patrimoine –
un métier.
© Stanislas Rück



La culture du bâti –
un débat sociétal.
© Stanislas Rück

la fin du 20^{ème} siècle les mouvements alternatifs ont occupé les vieux murs pour faire place à leur soif de liberté et de créativité.

En parallèle à ce ballottage permanent entre les mouvements sociaux et politiques et leur instrumentalisation, les monuments et le patrimoine en général génèrent peu à peu et malgré tout une science à part entière et toute une série de métiers de la conservation portés d'abord par des pionniers, et aujourd'hui largement consolidés et institutionnalisés dans nos sociétés et notre service public.

Face à un patrimoine pris entre la volonté des sociétés d'évoluer et leur besoin périodique de s'ancrer, tant le discours du patrimoine que sa perception sont hautement émotionnels et se doivent de l'être. Cela ne doit par conséquent pas nous inquiéter, mais nous devons travailler avec ces émotions pour avancer en faveur du patrimoine. Voilà notre atout, voilà notre métier !

Le débat du patrimoine au niveau des chantiers

Les situations à l'échelle des chantiers sont très souvent semblables dans leur structure si l'on tient compte des acteurs et de leurs rôles, mais elles sont très variables au vu des compétences en présence. Comprendre ces différences sans pour autant les juger est indispensable pour pouvoir communiquer. La manière de suivre un chantier de restauration pour un bâtiment public en ville avec un projet issu d'un concours est très différente de celle d'un chantier de restauration d'une ferme protégée en zone agricole. Communiquer c'est d'abord comprendre

l'incompréhension des autres et de soi-même dans un contexte donné. La maturation des acteurs tout au long d'un projet est toujours réciproque et asymétrique. Chacun apprend dans le domaine de compétence de l'autre sans pour autant pouvoir et vouloir assimiler ses priorités. La clé du métier de la conservation réside dans la capacité de répondre aux attentes et contraintes multiples sans sacrifier les objectifs de conservations. Cela devient un grand art quand, au-delà de la conservation, un élément retrouve dans un contexte nouveau un sens et une fonction dans la continuité de son caractère intrinsèque. Cela implique des échanges toujours intenses et parfois tendus avec le maître d'ouvrage, l'architecte et l'artisan, des échanges durant lesquelles il s'agit de discerner les objectifs visés des techniques et des méthodes pour y arriver. Dans la toute grande majorité des cas, les appréhensions du début se transforment, à la fin du processus, en une large satisfaction.

Le débat du patrimoine au niveau de la société

Les situations à l'échelle du débat public sont plus contrastées et dépendent largement de la perspective des acteurs. Communément, le patrimoine reste un vecteur de qualité reconnue, bénéficiant dans la plupart des cas encore d'un soutien majoritaire de la société et d'un ancrage solide dans les bases légales et dans la jurisprudence. La démocratisation de la notion de patrimoine, de l'objet prestigieux à l'objet caractéristique, et l'extension du périmètre d'observation de l'objet à son contexte et au site, aussi sensés soient-elles, ont néanmoins largement augmenté les points de frictions. Le consensus sur la nécessité de la conservation diminue proportionnellement à l'augmentation des contraintes que cette conservation impose aux acteurs directement concernés. Il devient de plus en plus difficile de mener le débat du patrimoine à huis clos. L'extension du débat à la culture du bâti en général s'inscrit dès lors comme suite logique, mais elle ouvre un front nouveau qui cette fois-ci dépasse de loin les capacités et surtout les responsabilités des seuls services

du patrimoine. Le patrimoine devient un paramètre parmi d'autres dans un débat public beaucoup plus large. Alors que la dernière décennie a plutôt été marquée par la recherche de solutions de conservations concrètes face à l'évolution des contraintes normatives et techniques dans des domaines aussi variés que l'accessibilité, la sécurité, l'isolation thermique ou la production d'énergies renouvelable, la décennie qui s'annonce déplace les enjeux de la conservation d'avantage dans les grands débats sociétaux du développement durable, de la politique climatique et énergétique et du développement territorial. Ces politiques sectorielles auront un impact direct et sensible pour chaque citoyen. Par conséquent, les démarches participatives, loin du seul discours d'expert, deviendront incontournables si nous voulons réussir à trouver un nouveau consensus, un nouveau contrat social entre le patrimoine et le grand public. Dans ce contexte de transformation fondamentale, les alliances du patrimoine sont en train de changer et les majorités traditionnelles peuvent se défaire rapidement. Tout en continuant à faire ce qui est notre métier, nous devons nous impliquer et nous engager dans ces débats pour éviter un isolement qui tôt ou tard finirait par affaiblir l'ancrage du patrimoine et sa perception positive. ■

Resümee

Historisch oder hysterisch? Wer in der Denkmalpflege arbeitet, kennt das Wortspiel. Kulturerbe wird oft als Hindernis für die Entwicklung wahrgenommen. Und der Blick auf Denkmäler wandelte sich stets mit dem Lauf der Zeit. Im Spagat zwischen dem Willen zur Veränderung und dem Bedürfnis nach Verankerung wird der Diskurs über Denkmäler sehr emotional geführt. Wer sich für das Kulturerbe einsetzt, muss mit diesen Emotionen arbeiten. Auf der Baustelle ist gegenseitiges Verständnis gefragt. Das geht nicht ohne einen intensiven, manchmal spannungsreichen Austausch mit dem Kunden, der Architektin und dem Handwerker. In den allermeisten Fällen verwandeln sich anfängliche Befürchtungen am Ende in Zufriedenheit.

Die Ausweitung des Betrachtungsrahmens vom Objekt auf seinen Kontext und den Ort hat die Reibungsfläche vergrößert. Der Konsens über die Notwendigkeit des Erhalts von Kulturerbe nimmt in der Masse ab, in dem die Zwänge zunehmen, die der Erhalt für die Betroffenen mit sich bringt. Es wird immer schwieriger, hinter verschlossenen Türen über das Kulturerbe zu verhandeln. Die Debatte über die Baukultur im Allgemeinen übersteigt die Kapazitäten und vor allem die Zuständigkeiten der Denkmalpflegebehörden. Partizipative Ansätze werden von entscheidender Bedeutung sein, wenn es gelingen soll, einen neuen Konsens, einen neuen Gesellschaftsvertrag zwischen dem Kulturerbe und der breiten Öffentlichkeit zu finden. Die Fachleute der Denkmalpflege müssen sich in diese Debatte einmischen.